







LES ÉCHOS DU CE

FEVRIER 2017

Présents pour la CGT: Gaëlle ARZUR (Brest), Alexandra BOULAY-DUPE (Nantes), Karine CEVAER (Rennes), Vincent FLOUR (Vanves), Catherine GAUBERTI (Caen), Sophie GOUBIL (Nantes), Jean-Hervé GUILCHER (Brest), Hervé GUILLERMIC (Vanves), Fernando MALVERDE (Vanves), Sylvain TOCCO (Rouen).

Représentante syndicale : Fabienne LABIGNE (Nantes).

✓ LES PROJETS DES DIRECTIONS REGIONALES

Toujours une délégation patronale impressionnante : Yannick Letranchant, Olivier Godard, Olivier Montels, Michel Barthen, Stéphane Gaillard, Valérie Giacomello, Fabrice Goll, Jean-Michel Le Guennec, Nathalie Dené, Sylvie Marc-Mallet, Laurent Lemaire et Frédérique-Marie Lamouret.

A tour de rôle, la directrice et les directeurs régionaux ont exposé aux élus les grandes lignes de leurs projets pour l'année 2017. Les élus voulaient connaître les orientations stratégiques des nouveaux dirigeants, Yannick Letranchant a tout de suite calmé leurs ardeurs : il s'agit seulement « d'état de réflexions des directions régionales sur les contenus éditoriaux ». Quant à la faisabilité des projets, Olivier Montels donne tout de suite le ton : « Laissons faire nos envies, on parlera moyens plus tard... ». Tu parles, Charles!

➤ France 3 Centre Val de Loire (directrice : Valérie Giacomello)

- Travail sur les fonctionnements
- Préparation des réaménagements immobiliers. Pour l'instant, la directrice est dans un algeco à l'extérieur de la station, afin de laisser, dit-elle, les bureaux à l'intérieur du bâtiment aux fonctions « d'activité ».
- 3 Phase active de négociation d'un COM avec le Conseil régional de Centre-Val de Loire : une réunion par semaine actuellement. La négociation inclut les deux télévisions locales privées, BipTV et TV Tours, étant précisé que le COM concerne l'activité horsinfo.

➤ Pour la rentrée de septembre :

- 4 Réflexion sur une émission de débat de société à destination des 18/30 ans.
- Souhait de rénovation de la formule de l'émission Vues sur Loire. Selon Valérie Giacomello, les profils des personnes mises en avant dans l'émission étaient trop souvent les mêmes, elle souhaite revoir le concept. Un appel à projets a été lancé auprès des producteurs privés.

L'émission était co-fabriquée par Orléans (post-production) et Nantes (équipes légères). D'ores et déjà, Michel Barthen, le directeur de France 3 Pays de la Loire laisse entendre que la station de Nantes n'a pas les moyens d'assurer de participer à la fabrication de cette émission, qui devrait être confiée à la Filière.

➤ France 3 Pays de la Loire (directeur : Michel Barthen)

- Travail sur l'organisation : meilleure anticipation et meilleure planification, afin « de mieux utiliser les ressources et d'être plus productifs ».
- Multiplication des opérations « spéciales » (pas forcément des PAE). Le directeur souhaite qu'on « sorte sur nos créneaux habituels », mais en adaptant les moyens aux opérations. En d'autres termes, pas forcément avec le CCR, mais avec toute la palette des outils. L'argument, c'est que si on fait des opérations « plus légères », on pourra en faire plus.
- 3 Une place plus importante pour le web. Michel Barthen dit avoir constaté une coupure très importante entre les équipes web et les équipes du linéaire. Quelle réponse à cela ? Des formations, afin que « plus de journalistes se sentent concernés par le web ». Mais avec quels moyens ? Pas un mot.
- ① Chantier des locales: mise en place de groupes de travail, sur le modèle de l'expérience menée en Centre-Val de Loire, autour de la question: comment mieux exposer notre production et être présents sur le web? D'après ce qu'on comprend, ces groupes seraient animés par Michel Barthen et Olivier Brumelot, le délégué antenne et programmes, qui ont reçu la formation pour animer ces ateliers.
- Travail sur les JT communs avec Rennes. Ils sont pour l'instant programmés jusqu'à la fin de l'été, mais Michel Barthen souhaite que chacun revienne chez soi, tout en conservant éventuellement des pages communes. Reste qu'il va falloir étudier les conséquences en termes de moyens, puisque cela représente plus de 80 jours mutualisés par an. Les élus ont fait remarquer qu'à force de mutualisations et d'économies, on s'était retrouvé le week-end dernier avec seulement deux équipes pour traiter rien moins que les manifestations nantaises, les violences urbaines et le fait-divers à résonance nationale de la famille disparue à Orvault.

➤ Tous les gros chantiers sont renvoyés à la rentrée de septembre :

6 Réflexion sur la matinale, dont la direction régionale n'est pas satisfaite : « le concept à mon sens ne fonctionne pas, il faut tout remettre à plat ». Michel Barthen souhaiterait y intégrer plus d'info-service afin de booster l'audience. D'ores et déjà la nouvelle direction a décidé que les personnes du web se concentreraient sur le numérique et ne contribueraient plus à Pays de la Loire Matin.

Réflexion autour d'une « émission de territoire, voire culturelle » dans le cadre du COM signé avec le Conseil régional des Pays de la Loire. Actuellement se discute le volet éditorial de ce contrat cadre. Michel Barthen souhaite que le COM ne soit plus une « machine à fabriquer des programmes courts » mais qu'il permette aussi de mettre à l'antenne, sur des créneaux supplémentaires, des émissions fabriquées par les équipes en interne.

➤ France 3 Bretagne (directeur : Jean-Michel Le Guennec)

Le directeur de France 3 Bretagne résume sa stratégie en 3 mots-clé: proximité, ouverture et numérique. Pour la mettre en œuvre, il entend passer par des groupes de travail (C'est la méthode de management en vogue à FTV), qui seront lancés dès le mois de mars et seront ouverts à tous les métiers. Ces 4 groupes auront pour thématiques: le rapport à la proximité, le développement numérique, le rapport à l'organisation du travail et le rapport au monde extérieur. La direction dit vouloir s'appuyer sur le cabinet de consulting Doxa, qui est déjà intervenu à Orléans. Les groupes seront animés par un cadre et un non-cadre.

A l'entendre, M. Le Guennec compte aboutir après 3 réunions de chaque groupe, sur l'heure du midi... S'il s'agit de faire émerger les idées et de faire progresser le schmilblick, il n'est pas dit que des réunions entre midi et deux en mâchant de la pizza, soient la meilleure manière. Plus de sacralisation ne nuirait pas, à l'image de l'ANACT, qui préconise au contraire un climat propice à la « suspension du jugement ».

- Proximité management / salariés. Le Codir va aller à la rencontre des équipes. Après s'être déplacé dans les BIP et la locale, il doit passer une journée avec les monteurs, pour échanger sur les pratiques et sur les conditions de travail...
- Renforcement des BIP : une deuxième équipe arrive au printemps à Quimper ; une réflexion est ouverte sur une 2^e équipe à Lorient, par le jeu des redéploiements.
- 3 Ouverture sur l'extérieur : France 3 Bretagne travaille sur des coopérations avec France Bleu. Pour l'instant, ces coopérations ne portent que sur la communication (stands partagés, autopromotions croisées) autour d'opérations événementielles, mais à plus long terme, la direction dit réfléchir à une URL (adresse de site internet) commune sur la langue bretonne.
- 4 Chantier immobilier: les deux derniers étages du bâtiment de France 3 Bretagne à Rennes sont inoccupés. Des discussions sont assez avancées avec l'INA Ouest, pour que cette société de l'audiovisuel public vienne s'installer au 4^e étage. La direction immobilière de France Télévisions a lancé un concours d'architectes en vue du réaménagement des lieux. L'INA doit quitter ses locaux actuels en janvier 2018.
- ➤ La phrase du jour du directeur de France 3 Bretagne : « Sans public, il n'y a pas de service ». Méditez et commentez cette phrase. Vous avez 2h...

➤ France 3 Normandie (directeur : Stéphane Gaillard)

- Normandie Matin. Des aménagements ont été faits sur Normandie Matin et vont continuer à l'être au fil de l'eau. La direction évoque l'introduction de séquences par skype, là où la direction des Pays de la Loire les a au contraire bannies. Les équipes subissaient une « fatigue morale et physique », reconnaît M. Gaillard. Les 4 demijournées de montage prévues depuis décembre pour l'émission vont devenir effectives et l'une des assistantes travaillera à distance en restant à Rouen. Une alternante du service communication va venir donner un coup de main sur l'émission. La fabrication de l'émission devrait être déplacée du petit au grand plateau de Caen. La direction affirme que cela permettrait plus de liberté dans les déplacements, mais les élus relativisent, vu le nombre limité de caméras et de cadreurs.
- Le petit plateau devrait servir de laboratoire pour tourner des pilotes d'émissions et faire des expérimentations télévisuelles pour le linéaire.
- 3 Tests de programmation. Sur le créneau des Histoires et des vies, la direction teste les rediffusions de programmes de découverte en lieu et place des documentaires. Pour les Enquêtes de région, la Normandie va expérimenter une 1^{re} diffusion le mercredi matin, avant la diffusion habituelle. Les autres mercredis matin, on rediffuserait d'anciens numéros d'EDR.
- France 3 Normandie va créer une chaine Youtube musicale, alimentée à partir des séquences musicales enregistrées sur le petit plateau de Rouen pour Normandie Matin, à raison de 2 à 4 morceaux musicaux par semaine.
- ⑤ La séquence politique des législatives sera répartie entre Caen et Rouen : à Caen les soirées électorales, à Rouen les débats. Une fois de plus, notre mission de proximité est battue en brèche par la mutualisation : deux fois moins de temps d'antenne, c'est deux fois moins de possibilités d'être informés au plus près du terrain, c'est mathématique.
- ➤ Pour la rentrée de septembre, la direction réfléchit à une nouvelle émission qui pourrait s'appeler « Label Normandie » et mettre en avant un « grand témoin » de la Normandie. En termes de grands témoins, les exemples cités par le directeur de France 3 Normandie sont plutôt... Parisiens et people. Michel Drucker, Laurent Ruquier...

Pas un mot en revanche sur d'éventuels contacts avec le Conseil régional de Normandie.

➤ France 3 Paris-lle de France (directeur : Fabrice Goll)

- Multiplication des opérations extérieures. Objectif : une journée par mois, toutes les éditions seraient délocalisées. La direction affirme que l'opération Beaubourg en janvier a plutôt bien marché. En février, c'est le Salon de l'agriculture, en mars, le Salon du livre.
- Des évolutions de forme sur Enquêtes de région. A partir du mois de mars, les plateaux seront enregistrés en extérieur en équipes légères.
- 11h30.

- 4 Accent sur le numérique. Un appel à candidatures a été lancé auprès des journalistes de la rédaction. 16 personnes se sont manifestées et vont être formées.
- Travail sur Paname. La direction est satisfaite des résultats de l'émission mais estime qu'elle n'est pas suffisamment « chartée », qu'on ne sait pas toujours où on est et qu'il faut davantage aller dans les quartiers et les banlieues. Un travail est en cours avec le producteur.
- ➤ Il faudra attendre septembre pour voir une nouvelle formule de la matinale, les Matins de Paris. La direction souhaite, cela semble une idée fixe du nouveau directeur, « l'ouvrir plus sur les territoires », notamment les banlieues. Nouvelle présentation, format 52 minutes (actuellement, c'est la seule matinale encore à 26 minutes).

Les élus CGT ont protesté en apprenant que l'émission ferait l'objet d'une coproduction. Ce serait une première pour une matinale dans le Nord-Ouest. Toutes les autres matinales sont produites en interne, certes sans moyens. Mais l'initiative francilienne est d'autant plus incompréhensible que Vanves est une grosse station qui dispose d'un atelier de production, d'équipes programmes et d'un effectif de techniciens plus important qu'ailleurs. Dans le même temps, des petites stations comme Nantes et Orléans produisent leur émission en interne. Nous demandons que l'activité profite aux équipes en interne.

La phrase du jour du directeur francilien : « Faut qu'on s'organise ». Yeeeessss !!!

✓ SUIVI DE LA REORGANISATION DE FRANCE 3

Après avoir présenté des organigrammes truffés d'erreurs en janvier, la direction a revu sa copie. Au 15 février, la Normandie compte 211 titulaires en poste, Paris-lle de France 157, la Bretagne 150, les Pays de la Loire 109 et le Centre-Val de Loire 108.

L'organigramme de la fonction financière est totalement incompréhensible. Selon la direction il s'agit d'une situation intermédiaire mais on peine à s'y retrouver.

L'ancien directeur financier du pôle Nord-Ouest reste le superviseur « senior » des fonctions finances et gestion pour la Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire. Il a sous son « patronage » une responsable financière pour les Pays de la Loire, qui travaille essentiellement de Rennes. En revanche, la responsable financière de Centre-Val de Loire est directement rattachée à la direction financière de France 3 au siège. Quant à l'Île de France, elle n'a tout bonnement pas de responsable financier, c'est le siège qui assure directement la fonction. A quand l'intégration de France 3 Paris-Ile de France au siège ?

La direction annonce un **groupe de travail sur les gestionnaires d'antenne**, suite à la saisine de la CGT. Pour Olivier Godard, il s'agit de faire le point sur les pratiques, différentes d'un ex-pôle à l'autre et d'évaluer la charge de travail. Il faut aussi clarifier « le positionnement du poste ». Le groupe de travail sera piloté par Olivier Montels avec Fanny Raveneaux.

La direction est en revanche assez peu diserte sur la **situation au service météo/bandes annonces de Rouen.** La direction s'est finalement décidée à proposer des contrats CDI au intermittents qui y travaillent, certain-e-s depuis de nombreuses années. Mais les contrats sont proposés à temps partiel et surtout sur des définitions de fonction (présentateurs/trices) qui ne correspondent pas au statut de leurs collègues rennaises – ces dernières sont « chargées de conception de programmes courts » – ni à la réalité de leur activité. Monsieur Godard affirme ne pas être au fait du dossier. Un point plus spécifique sera mis à l'ordre du jour d'un prochain CE.

✓ LE NOUVEL HOMME FORT DE FRANCE 3...

... C'est indéniablement Laurent Lemaire. Il se retrouve à la tête d'une direction qui coiffe aussi bien toute l'exploitation technique du réseau (l'ex-DCER) que les IMG (immobilier et moyens généraux) et les ex-régulateurs d'activité rebaptisés DDMPO (directeurs délégués aux moyens et à la performance opérationnelle). En tout une vingtaine de personnes, parmi lesquelles on compte Xavier Chanu, Didier Lanoé ou Jean-Luc Hachon, le nouveau patron de l'exploitation, qui a succédé à Philippe Imart.

Les noms à retenir à la direction de l'exploitation : Philippe Bourlier. Il est le pilote du déploiement d'I.Média. Une fois le système déployé, l'interlocuteur devient plutôt Pascal Veiland, qui s'occupe de la mise en exploitation des outils. C'est lui aussi qui est aux commandes quand on déploie par exemple un nouvel habillage.

L'ancien chef de centre de Vanves, Bruno Daures s'occupe, lui, des systèmes (process, informatique, numérique). Par exemple le déploiement des Aviwest, les nouvelles caméras, etc.

Les cordons de la bourse sont tenus par Frédérique Gouard.

Les nouveaux **DDPMO** sont censés « conseiller la prise de décision opérationnelle » et favoriser les partages de bonnes pratiques entre les régions. Ils sont restés sur leurs anciens périmètres géographiques.

Les 4 anciens directeurs **IMG** des pôles ne sont plus que 3. Dans le Sud-Ouest, ce sont deux responsables IMG régionaux qui assureront la coordination de leurs collègues (à terme, un responsable IMG par antenne, rattaché au chef de centre). Ils conservent une zone de référence géographique mais ont aussi leur spécialité : la sécurité/sûreté pour Pascal Hennequi (Strasbourg), les contrats et appels d'offres pour Didier Lanoé (Rennes).

A terme, les responsables IMG d'antennes devraient tous être correspondants APS (animateur prévention santé).

Par ailleurs, une cellule contrats est mise en place à Rennes. Henri Disdier est chargé du suivi des contrats règlementaires pour tout le réseau (ascenseurs, extincteurs, etc.). Marie-France Laurans et Axelle Drouet-Lefebvre sont chargées du suivi de la réglementation d'achats et des contrats pour tout le réseau, l'une pour l'ouest de la France, l'autre pour l'est.

✓ QUELLE POLITIQUE POUR LES CCR, VPTL, DSNG, VRC ET AVIWEST ?

Les élus ont interrogé Laurent Lemaire sur ses intentions en matière de moyens de captation et de transmission pour le réseau.

On note deux inflexions: d'abord une pause dans le déploiement des VPTL (véhicules de production et de transmission légers), à mi-chemin entre les DSNG et les CCR. Il y en a 5 de déployé dans le réseau, bientôt 6. Aucun dans le Nord-Ouest. Selon M. Lemaire, avant de continuer un éventuel déploiement, il faut déjà regarder s'ils répondent à un besoin. On n'a « pas assez de recul » (sic). Ce qui revient à dire que la précédente direction aurait investi dans ces camionnettes sans savoir si elles étaient utiles...

2^e inflexion de taille, sur les **VRC** (véhicules de reportage connectés = KA-SAT). Initialement prévus pour être manipulés par des journalistes, nombre de ces véhicules ne sont pas utilisés. Celui de Soisson vient d'être réattribué à Orléans, celui de Vanves devrait partir à Lyon. La direction parle désormais de leur utilisation par des techniciens, parfois en remplacement de DSNG vieillissants voire obsolètes. Selon Laurent Lemaire, « ce moyen ne répondait pas aux intentions éditoriales ». Ça fait mal... Les élus n'ont pas manqué d'ironiser face à M. Godard qui ne jurait que par ces outils il v a encore 3 ans...

Laurent Lemaire conclut d'un : « Je préfère qu'on récupère l'argent pour le déploiement de la HD, plutôt que d'investir dans des outils qui ne servent à rien ». On appelle ça une exécution en règle de la politique de son prédécesseur.

Dans tout ça, quid des CCR (cars de captation régionale)? M. Lemaire affirme que certains sont remis en « conditions opérationnelles », grâce au renouvellement des mélangeurs et autres consoles. A ceci près que les mélangeurs de remplacement sont ceux des VPTL, qui disposent de moins de voies vidéo et offrent donc moins de possibilités en termes de nombre de caméras et de palette de productions.

✓ PROJET NUMERIQUE DU RESEAU

Que dire ? Ce fut long. Trèèès long.

Et pour apprendre quoi ? En substance, concernant les **nouveaux sites internet régionaux**, peu importe au final que la page ne soit pas très dynamique, que les rubriques laissent dubitatifs salariés et élus, parce que ce-qu'il-faut-comprendre-c'est-que-personne-ne-passe-par-la-home (comprendre la homepage, la page d'accueil du site)! Traduction: les gens modernes (comprendre les jeunes) viennent à nous par les réseaux sociaux, par Google (60 à 80% de notre fréquentation) mais jamais au grand jamais ils ne se disent: « tiens je vais aller voir sur le site de France 3 Normandie de quoi ils parlent ». Ceux qui font cela, c'est une minorité de moins de 10%: nous, le microcosme interne. En même temps, rien n'est fait pour nous y inciter, vu que l'information n'y est pas hiérarchisée.

Du coup, forte de ce constat, la direction n'a de cesse d'aller chercher les internautes là où ils sont censés être (sur Facebook et YouTube essentiellement) et de leur proposer ce qu'elle suppose qu'ils ont envie qu'on leur propose. **Une politique de la demande présumée et des usages, pas du contenu**. Selon Frédérique-Marie Lamouret, « pour être plus proches, il faut être plus puissants ».

Aucune chance à ce compte-là, que France 3 mette en avant son expertise sur l'information régionale, comme le Monde peut en avoir sur l'information générale. Là où le quotidien de référence propose un site à l'architecture à la fois réactive et très rubriquée, France 3 abandonne ses sites propres pour aller disséminer un contenu éphémère et souvent superficiel sur les plateformes des autres. Avec ce que cela implique en matière de droits et de ressources commerciales perdues pour nos productions.

Mme Lamouret évoque même la possibilité que l'appli des régions de France 3 soit abandonnée – « c'est moins de 5% des portes d'entrée ». Les élus ont rappelé que ce n'était pas en la laissant devenir obsolète qu'on inverserait la tendance. Par ailleurs, l'appli nationale Franceinfo n'offre plus de lien vers les régions, c'est donc une condamnation en bonne et due forme.

On a parfois l'impression qu'on a, à la direction du Numérique, des geeks plus intéressés par les nouvelles technologies et les phénomènes de mode que par le contenu de ce que nous mettons en ligne. La mode des Facebook live est à ce titre assez édifiante. Des tunnels de directs insipides au cours desquels on voit surtout le gros nez déformé par le grand angle et mal cadré d'un journaliste qui meuble pendant d'interminables dizaines de minutes. Les élus ont évoqué la séquence d'un direct facebook à Toulon, moquée par Yann Barthès dans Quotidien (TMC). Ce qui a provoqué la colère de Yannick Letranchant, visiblement très agacé par celui qu'il appelle le « Philosophe Barthès » : « je n'en ai rien à faire de ce que pense le philosophe Barthès ». On aimerait pourtant bien que le service public offre ce genre d'impertinence, ca changerait du traitement de la politique par France 2...

Côté moyens, il n'y en a pas. Quant à la formation, elle est faite à la va-comme-je-te-pousse par les chefs info web ou les délégués au numérique.

Concernant la **fabrication de modules pour le web** – dont Frédérique-Marie Lamouret estime qu'ils ont vocation à être aussi diffusés sur le linéaire – la direction voudrait que chaque antenne en fabrique 2 par jour. Il s'agit de module « hybrides », c'est à dire avec du texte en incrustation, de manière à ce que les sujets soient regardables sans le son en mobilité (type Franceinfo). Mme Lamouret assure que cela doit se faire dans la concertation, à travers des groupes de travail, et que là où la direction ne l'a pas fait (à Nancy par exemple), le processus a été gelé. En fait, la direction ne cite que l'exemple d'Amiens, où tous les monteurs seraient paraît-il partants.

La CGT réaffirme qu'il est nécessaire de clarifier la manière dont les choses se fabriquent et qui fait quoi. Interrogée en fin de séance sur l'installation de Mac dans les services web, la directrice du Numérique a laissé entendre qu'ils devaient permettre à tout un chacun de monter du contenu pour le web. A suivre de très près!

✓ VANVES SUR DES SABLES MOUVANTS

Suite à une réunion avec les experts fin février, le véhicule calciné à l'origine de l'incendie a été retiré du sous-sol de la station. Les devis de remise en état du sous-sol doivent être présentés par le propriétaire du bâtiment le 13 mars. La direction estime qu'il y aura ensuite 3 mois de travaux, soit jusqu'à l'été. Seulement après, les travaux de réfection des câblages et de reconstruction technique de la station pourront commencer.

Côté activité, la direction affirme que les soirées et débats électoraux se feront à la station de Vanves, mais les communications de la direction sont quelque peu contradictoires d'un CE à l'autre et on est forcés de recevoir ces informations avec une certaine prudence...

Selon Laurent Lemaire, le nouveau patron de la « coordination de la performance opérationnelle », il y aurait aujourd'hui 3 scénarios :

- Un rafistolage de l'actuel car (l'ancien car de production de la Filière de Toulouse qui tombe en ruine) : nouvelle console son, nouveau réseau d'ordres, installation de l'interface Rbox qui permet de communiquer avec le système I.Média (seulement certaines fonctionnalités du système devraient être déployées à Vanves dans les semaines qui viennent). Au mois de janvier, la direction nous annonçait que ces nouveaux matériels seraient en place fin février, on apprend aujourd'hui qu'on n'en est qu'aux appels d'offres, bref c'est pas limpide...
- Péflexion sur l'achat d'un nouveau car lourd équivalent. On en serait au chiffrage, mais on sait d'ores et déjà que c'est le scénario le plus hautement improbable, vu les coûts qu'il génère.
- 1 Le CCR de Rouen mobilisé pour les élections, en secours du car actuel.

Reste qu'à Vanves, on est pour l'instant sur des sables mouvants et la direction, par des réponses sibyllines ne rassure qu'à moitié. Interrogé par un élu, Yannick Letranchant répond : « La décision de reconstruction du site n'est pas prise, mais c'est notre option privilégiée ». Glups.

✓ A VENIR

→ Prochain CE: 29 mars

→ Prochain CCE : 23 et 24 mars.